

Notice explicative à l'attention des étudiants

CONVENTION DE STAGE A L'ETRANGER

Etablie conformément à la législation en vigueur et applicable aux étudiants de Sorbonne

Université effectuant un stage en milieu professionnel

Le dossier de convention de stage est à compléter et à retourner au département de formation avant le début du stage et doit obligatoirement comporter :

- la signature de l'étudiant(e) ;
 - la signature du tuteur de stage, la signature et le cachet du directeur de l'organisme d'accueil ;
 - la signature de l'enseignant référent, la signature et le cachet du directeur du département de formation
 - la photocopie de la carte d'étudiant ;
 - Deux enveloppes (l'une avec les coordonnées de l'étudiant, l'autre avec celles de l'organisme d'accueil)
 - L'attestation d'assurance en responsabilité civile + Accidents Vie Privée et Rapatriement + Assistance juridique précisant que l'étudiant est couvert dans le cadre de son stage à l'étranger. La période de validité doit correspondre aux dates du stage
 - Copie du courriel de confirmation de l'inscription sur la Base ARIANE sur le site du MEAE pour tous les pays
 - Copie de la fiche stage à l'étranger dûment renseignée.
- **Couverture sociale : copie de l'attestation de sécurité sociale en cours de validité.** L'étudiant doit se renseigner auprès de son centre de sécurité sociale, sa mutuelle.
- Si le stage se déroule dans un pays européen (UE-EEE Suisse) il doit impérativement se procurer la carte européenne d'assurance maladie. L'étudiant peut se renseigner auprès de sa mutuelle étudiante, sur le site ameli.fr de l'Assurance Maladie, et auprès du CLEISS (Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale).
- Les documents concernant les accidents du travail et frais médicaux, sont à retirer au bureau des Etudes (conventions de stage) de la faculté des sciences et ingénierie.
- **Stage au Québec :** compléter **l'Attestation d'Affiliation Formulaire SE 401-Q-104**, si le montant de la gratification de stage mensuelle est inférieur à 1000\$ canadien ou 610€ (il est à retirer au bureau des conventions de stage ou sur internet). L'étudiant devra prendre rendez-vous auprès de sa **CPAM**
 - **Financement possible pour les stages supérieurs à 2 mois**, s'adresser au bureau de la mobilité Tour Zamansky 2^{ème} étage bureau 205 - Tel : 01 44 27 73 49.

IMPORTANT

*Suivre les instructions sus indiquées

*Ne retourner que les dossiers complets ; convention en 3 exemplaires et pièces annexes

*Le Président de l'université ou son Représentant appose sa signature **EN FIN DE CIRCUIT**

ATTENTION : TOUT DOSSIER INCOMPLET VOUS SERA RETOURNE NON ENREGISTRE

Après signature des différentes parties sur les 3 exemplaires originaux et enregistrement :

Cachet du département

- un exemplaire de la convention est destiné à l'étudiant(e)
- le deuxième à l'organisme d'accueil
- le troisième est conservé par l'administration

Une partie des renseignements portés sur ce document sera saisie dans un fichier informatique dont la finalité est le suivi des étudiants stagiaires. En application de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, le droit d'accès et de rectification des données vous concernant ou concernant le stage peut s'exercer auprès du bureau des conventions de stage de la faculté des sciences et ingénierie.

Notice explicative à l'attention des étudiants

CONVENTION DE STAGE A L'ETRANGER

Etablie conformément à la législation en vigueur et applicable aux étudiants de Sorbonne
Université effectuant un stage en milieu professionnel

DEMANDE AVIS DE SECURITE FSD ET COVID

- Consultez la classification de la zone où doit se dérouler le stage envisagé sur le site du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (conseils aux voyageurs/sécurité)
- Tout étudiant se rendant dans un pays en zone de vigilance jaune, orange ou rouge doit demander un avis auprès du Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) de Sorbonne Université.
- Tout étudiant se rendant dans un pays à risque pour Covid classé, orange, rouge ou rouge écarlate doit obtenir un avis du Doyen.

Cette procédure a pour objectif de rendre un avis détaillé et adapté à la mission, comprenant une bonne évaluation des risques encourus.

Chaque étudiant doit remplir sa demande d'avis, qui doit être demandée avant la signature de la convention de stage.

Ces demandes d'avis précèdent la signature de la convention de stage, par le Département de Formation de l'étudiant.

La demande d'avis FSD est rédigée par l'étudiant qui l'adresse directement au FSD. Une copie est envoyée à son secrétariat pédagogique, ainsi qu'au Bureau des Etudes. La demande pour risque Covid est adressée au Doyen par le Département de Formation de l'étudiant.

- Les demandes d'avis doivent parvenir au moins 3 semaines avant le départ

Cet avis est nécessaire pour tous les pays concernés.

Pour établir cette demande se rendre sur :

mon.upmc.fr /Accueil /rubrique –Annonces (cadre à droite)

Avis de sécurité : déplacement d'un stagiaire dans un pays à risque.

Une partie des renseignements portés sur ce document sera saisie dans un fichier informatique dont la finalité est le suivi des étudiants stagiaires. En application de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, le droit d'accès et de rectification des données vous concernant ou concernant le stage peut s'exercer auprès du bureau des conventions de stage de la faculté des sciences et ingénierie.

Explanatory note for students

INTERNATIONAL INTERNSHIP AGREEMENT

Established in accordance with the legislation in force and applicable to Sorbonne University
students carrying out an internship in a professional environment

The internship submission must be completed and returned to the training department before the internship commences, and must include:

- the student's signature;
- the signature of the internship mentor, the signature and stamp of the director of the internship provider;
- the signature of the student's supervisor, the signature and stamp of the director of the training department
- a photocopy of the student's card;
- **Two envelopes** (one with the student's contact information, the other with the internship provider's details)
- **Insurance certificate confirming civil liability + Private Life Accidents and Repatriation cover + Legal assistance** stating that the student is covered during his/her internship abroad. **The validity period must correspond to the dates of the internship**
- **Copy of the email confirming registration on the ARIANE database on the MEAE website for all countries**
- **Copy of the duly completed international internship form.**
- **Social security cover: copy of the valid social security certificate.** The student must enquire about his/her insurance details at his/her social security centre.
If the internship is based in a European country (EU-EEA Switzerland), it is essential to obtain a European health insurance card. The student can enquire about his/her **student mutual insurance** on the site **ameli.fr** for **Health Insurance**, and at **CLEISS** (Centre for European and International Liaison on Social Security).
Documents about work accidents and medical expenses can be obtained from the Office of Studies (internship agreements) of the Faculty of Science and Engineering.
- **Internship in Quebec:** complete the **Declaration of Membership Form SE 401-Q-104**, if the amount of the monthly internship allowance is less than Canadian \$1000 or €610 (to be obtained from the office of internship agreements or the Internet). The student will have to make an appointment with the **CPAM of BERCY** (legal department International Relations 173 rue de Bercy Tel: 3646 to make an appointment. For the post code of your address, indicate 75 for Sorbonne University and not your own) for the signature of the document
- **Possible funding for internships longer than 2 months**, please contact the mobility office, Tour Zamansky Office 2nd Floor Office 205 - Tel: 01 44 27 73 49.
-

IMPORTANT

- *Follow the instructions indicated above
 - *Return only completed forms; agreement in 3 copies and attachments
 - *The President of the University or his Representative affixes his/her signature **AT THE END OF THE PROCESS**
- ATTENTION: ANY INCOMPLETE SUBMISSIONS WILL BE RETURNED TO YOU WITHOUT BEING REGISTERED**

After the different parties have signed the 3 original copies and the submission has been registered:

- one copy of the agreement is for the student
- the second is for the internship provider
- the third is kept by the administration office

Part of the information on this document will be entered into a computerised file, the purpose of which is to monitor interns. Pursuant to Law No. 78-17 of 6 January 1978 relating to data, files and freedoms, the right to access and rectify data concerning you or concerning the training period may be exercised at the Internship agreements office at the Faculty of Science and Engineering.

Stamp of the department

Explanatory note for students

INTERNATIONAL INTERNSHIP AGREEMENT

Established in accordance with the legislation in force and applicable to Sorbonne University
students carrying out an internship in a professional environment

COUNTRIES AT RISK

- Consult the classification of the area where the planned internship is to take place on the website of the Ministry of Europe and Foreign Affairs (travel/security advice)
- Any student travelling to a high-risk country must seek an opinion from the Security and Defence Officer (FSD) of Sorbonne University.

The purpose of this procedure is to provide a detailed and mission-specific opinion, including a proper assessment of the risks involved.

Each student must complete his/her request for an opinion, which must be requested before the internship agreement is signed.

The request for an opinion must be sent before the internship agreement is signed by the student's Training Department. It must be drawn up by the student, who will send it directly to the FSD. A copy is sent to his/her educational secretariat, as well as to the studies office.

- The request for an opinion must be received by the FSD at least 3 weeks prior to departure

This opinion is necessary for any country classified as **Yellow - Increased vigilance; Orange - Not recommended except for essential reasons and Red - Strongly advised against travel on the MEAE site.**

To make this request, go to:

[mon.upmc.fr/Accueil /rubrique –Annonces \(panel on the right\)](http://mon.upmc.fr/Accueil/rubrique-Annonces)

Security notice: travel of an intern to a high-risk country.

Part of the information on this document will be entered into a computerised file, the purpose of which is to monitor interns. Pursuant to Law No. 78-17 of 6 January 1978 relating to data, files and freedoms, the right to access and rectify data concerning you or concerning the training period may be exercised at the Internship agreements office at the Faculty of Science and Engineering.

Annexe 4 (Avril 2018)

Stages à l'étranger

Tout stage peut être réalisé à l'étranger.

Tout stage est également possible dans le cadre d'accords de coopération entre un établissement d'enseignement français et un établissement étranger, dans le cadre de programmes bilatéraux ou internationaux et dans le cadre de programmes européens (Erasmus+ notamment). Dans le cadre de tels programmes, les règles à suivre et les droits et obligations peuvent différer des dispositions usuelles. Il appartient aux étudiants de prendre tous les renseignements nécessaires, notamment auprès de leur établissement d'enseignement.

Les modalités pour effectuer un stage à l'étranger peuvent prendre en compte la législation française, mais aussi la législation du pays dans lequel le stage sera effectué, notamment pour ce qui concerne :

- les conditions d'entrée et de séjour dans le pays ;
- le régime de protection sociale ;
- la gratification éventuelle ;
- les droits et obligations spécifiques pour les stagiaires.

Certaines contraintes particulières peuvent exister : dans le cas par exemple d'un étudiant de nationalité étrangère en cursus en France, la vérification du titre de séjour et la possibilité de partir dans certains pays sont indispensables.

C'est pourquoi il est nécessaire de préparer à l'avance – environ 6 mois avant- un éventuel départ pour l'étranger, avec l'appui du service en charge des stages de l'établissement d'enseignement.

Principe de territorialité

Le lieu d'implantation juridique de l'organisme d'accueil du stagiaire, qui est mentionné dans la convention de stage, **définit en principe la « territorialité de la loi »**. Les procédures et les règles applicables vont donc être différentes selon la localisation du siège social de l'organisme d'accueil et selon le lieu de réalisation du stage (voir tableau ci-dessous).

Par exception, afin de permettre aux étudiants de bénéficier de l'application du droit français, celui-ci étant dans de très nombreux cas plus avantageux -notamment en matière de protection sociale-, les établissements d'enseignement sont invités, aux termes de l'article L.124-19 du code de l'éducation, à proposer à l'organisme d'accueil situé à l'étranger l'application de la convention-type de stage française ([voir Annexe 1 Convention-type de stage](#)).

Le stage à l'étranger fera systématiquement au préalable l'objet d'un échange entre établissement d'enseignement de l'étudiant et organisme d'accueil pour négocier et définir les dispositions qui seront appliquées, et qui pourront être en tout ou partie celles de la réglementation française ou celles de la réglementation locale.

Il est nécessaire que la convention de stage mentionne les dispositions arrêtées entre les parties.

Il est à noter que l'organisme d'accueil étranger n'a bien entendu aucune obligation en la matière et peut refuser les propositions de l'établissement d'enseignement.

Application

Siège social de l'organisme d'accueil à l'étranger	⇒ Application du droit local*, SAUF accord préalable des parties pour application de tout ou partie du droit français : - l'établissement d'enseignement propose la convention de stage sur la base du modèle français (voir Annexe 1 Convention-type de stage) ; - définition des termes de l'accord sur les dispositions et inscription dans la convention de stage. ⇒ Protection sociale : les règles françaises peuvent être avantageuses pour les étudiants (voir Annexe 3 Protection sociale et responsabilité civile). ⇒ Gratification : aucune obligation de gratification. Application des règles locales existantes (par exemple au Luxembourg il existe une gratification obligatoire) ou au choix de l'organisme s'il n'existe pas de règles nationales.
Siège social de l'organisme d'accueil en France métropolitaine <i>(le n° SIRET de l'organisme permet de vérifier le lieu d'implantation du siège social).</i>	⇒ Application des règles du droit français général, y compris pour la gratification. La gratification peut être supérieure au montant légal français mais dans ce cas, le stagiaire perd le bénéfice de l'assurance « accidents du travail / maladies professionnelles » organisée par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie en France (voir aussi Annexe 3 - Protection sociale et responsabilité civile). ⇒ La convention de stage s'appuie sur le modèle national (voir Annexe 1 Convention-type de stage).

Fiche annexe à la convention de stage

L'article L. 124-20 du code de l'Education précise qu'une fiche d'information doit être annexée à la convention de stage pour tout stage réalisé à l'étranger.

La fiche reprend les informations essentielles à connaître avant de partir :

- Conditions d'entrée et de séjour dans le pays d'accueil,
- Avertissement sur la sécurité,
- Conditions particulières liées au statut de stagiaire dans le pays,
- Assurance complémentaire,
- Stagiaire mineur.

Attention : l'avertissement sur la sécurité est très important. Réaliser un stage à l'étranger doit se faire dans les meilleures conditions possibles afin que l'étudiant puisse vivre une expérience formatrice dans le cadre des études, mais aussi enrichissante sur le plan humain. Mais le stagiaire ne doit pas prendre de risques inconsidérés et l'établissement d'enseignement pourra refuser de signer une convention de stage dans une zone qualifiée de rouge ou d'orange par le ministère chargé des affaires étrangères ou si les conditions de sécurité ne lui semblent pas remplies.

Rappel : au moment de la sélection du pays de destination il est nécessaire de prendre connaissance des informations diffusées par le ministère chargé des affaires étrangères, notamment sur la sécurité et les conditions d'entrée et de séjour dans le pays. Il est également nécessaire d'évaluer le coût du séjour pour la durée totale du stage compte-tenu des transports, du logement, du coût de la vie ou des coûts de santé sur place, notamment en l'absence de toute gratification ou équivalent.

Les éléments relatifs aux spécificités du pays dans lequel soit se rendre le stagiaire doivent être renseignés dans la fiche annexe par l'établissement d'enseignement, qui trouvera les liens utiles pour accéder à ces informations sur la fiche, elle-même présentée en page suivante.

Un recensement des règles et pratiques en matière de stages dans les pays de l'union européenne a été réalisé par enquête par JuriSup.

<https://www.euroguidance-france.org/etudier-a-letranger/>

<https://www.euroguidance-france.org/partir-en-europe/>

 Stage à l'étranger Fiche à compléter par l'établissement d'enseignement ou organisme de formation	PAYS D'ACCUEIL :
--	--

CONDITIONS D'ENTREE ET DE SEJOUR DANS LE PAYS D'ACCUEIL

Préciser ici les informations obtenues auprès de l'ambassade du pays d'accueil (site internet etc.) et celles extraites de la [Fiche-pays](#)¹ essentielles à connaître par le stagiaire

.....

AVERTISSEMENT SUR LA SECURITE

✖ **Consultez la classification de la zone** où doit se dérouler le stage envisagé sur le site du Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, rubrique [Conseils aux voyageurs](#)² :

- votre établissement d'enseignement **ne valide pas** une convention de stage pour une zone qualifiée « **rouge** » ;
- votre établissement d'enseignement examinera la situation avant une **éventuelle validation** d'une convention de stage pour une zone qualifiée « **orange** ». Les projets de stage en zone orange font toutefois l'objet d'un **a priori négatif**.

✖ **En cas de basculement en zone « rouge »** pendant votre séjour, il vous est demandé de **mettre fin immédiatement** au stage.

✖ **Avant de partir**, vous devez prendre connaissance des [conseils aux voyageurs](#)² accessibles via la [fiche-pays](#)¹

Mentionner ici le lien direct vers la fiche-pays concernée.....

✖ Il vous est demandé de **vous inscrire avant votre départ** sur la [base Ariane](#)³. De cette manière le Ministère des Affaires étrangères et du développement international pourra vous joindre par mél ou sms en cas d'incident sécuritaire.

✖ Si vous demeurez **plus de six mois** dans le pays, en tenant compte de votre temps de présence **avant et après le stage**, vous devrez

vous inscrire au Registre des Français établis hors de France auprès des autorités consulaires françaises (Consulat général ou section consulaire de l'ambassade⁵).

CONDITIONS PARTICULIERES DU STATUT DU STAGIAIRE DANS LE PAYS

☐ non

☐ oui : *Mentionner ici des particularités liées aux stages dans le pays (réglementation spécifique / droits d'inscription complémentaire / convention de partenariat / accords cadre / conditions particulières sur la gratification ou non) :*

.....

...

ASSURANCE COMPLEMENTAIRE

Les régimes de protection sont différents selon le pays d'accueil (y compris en Europe) et les modalités du stage (gratification supérieure ou non au plafond légal français)*. Pour votre stage :

☐ **vous bénéficiez d'un régime de protection sociale local** ⇨ **Votre convention de stage doit le préciser.** Si vous estimez que cette protection est insuffisante, vous pouvez souscrire à l'assurance maladie volontaire de la [Caisse des Français de l'Etranger \(CFE\)](#)⁴ ou à une assurance privée.

☐ **vous ne bénéficiez pas d'un régime de protection sociale local.** **Vous devez souscrire** à l'assurance maladie volontaire de la [Caisse des Français de l'Etranger \(CFE\)](#)⁴ ou à une assurance privée.

Dans tous les cas, compte tenu du coût élevé des soins dans de nombreux Etats, **il est vivement conseillé de souscrire** à l'assurance maladie volontaire de la [Caisse des Français de l'Etranger \(CFE\)](#)⁴ ou à une assurance privée.

*L'établissement doit vérifier les conditions de protection sociale du pays d'accueil afin d'informer préalablement le stagiaire et, au besoin, faire les démarches nécessaires auprès de la CPAM notamment pour la protection accidents du travail : pour les étudiants voir convention-type de stage articles 6 et 7 (cf. arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux conventions de stage dans l'enseignement supérieur). Pour les élèves en formation professionnelle de niveaux V et IV voir convention type concernant les périodes de formation en milieu professionnel à l'étranger (cf. circulaire n°2003-203 du 17/11/2003 notamment article 8).

STAGIAIRE MINEUR

se référer à la convention-type concernant les périodes de formation en milieu professionnel à l'étranger des élèves en formation professionnelle de niveaux V et IV (circulaire n°2003-203 du 17/11/2003 dont notamment articles 4, 5 et 6). [éventuellement indications particulières à mettre en exergue par l'établissement](#)

réglementation particulière pour les mineurs dans le pays d'accueil :

☐ non

☐ oui : précisez les particularités

SITES DE REFERENCE

¹ Fiches-pays <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/>

² Fiches Conseils aux voyageurs <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs>

³ Base Ariane <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/fildariane/dyn/public/login.html>.

⁴ Caisse des Français de l'Etranger pour assurance complémentaire : <http://www.cfe.fr/>

⁵ Sites internet des ambassades et consulat français indiqués dans la Fiche-pays <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/>

Protection sociale à l'international <http://www.cleiss.fr/>

Connaissance de l'enseignement supérieur (fiches de la base « Curie ») :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etranquere-de-la-france/cooperation-educative/les-actions-de-cooperation- dans-l-assurer-une-veille-sur-les/>

Recommandations aux stagiaires

Ces recommandations sont faites par le service de sécurité diplomatique et le centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères afin de garantir les meilleures conditions de sécurité et de séjour aux stagiaires. Il s'agit principalement de comportements dits « de bon sens » qui sont valables pour tout séjour dans un pays ou une ville inconnus, notamment en vivant seul, sans connaissances ni famille sur place et sans connaître la culture locale et l'organisation de la vie quotidienne dans le pays.

Avant de partir

Consultez la Fiche-pays adéquate dans la rubrique Conseils aux voyageurs du site du ministère chargé des affaires étrangères : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs>.

- Ne vous rendez pas en zone rouge, formellement déconseillée. Éviter les zones orange sauf raison impérative.
- Lire de façon attentive la rubrique « santé » de la Fiche-pays.
- Consultez votre médecin (éventuellement votre dentiste) avant le départ. Il se peut que les hôpitaux publics sur place offrent un niveau de soins qui ne soit pas équivalent au niveau français.
- Vérifiez que vous disposez bien des vaccinations nécessaires.
- Préparez une trousse pharmaceutique. Les médicaments locaux peuvent avoir des noms ou compositions différents.
- Consultez des forums d'échanges sur des étudiants déjà partis en stage dans le lieu où vous vous rendez.
- Attention, des molécules entrant dans la composition de médicaments peuvent être interdites d'importation dans certains pays. Il convient de se référer aux fiches « Conseils aux voyageurs ».

➤ Au moment de l'installation

Se faire connaître

- Si votre séjour est égal ou supérieur à 6 mois, il vous est fortement recommandé de vous faire connaître des autorités consulaires françaises (Consulat général ou section consulaire de l'ambassade).
- Vous serez ainsi pris en compte dans le plan de sécurité de la communauté française géré par l'ambassade en cas de crise susceptible d'entraîner des mesures d'urgence (en cas de crise majeure notamment).
- Lors d'une crise, mettez-vous en sécurité, restez joignable à tout moment et suivez les consignes de l'ambassade. N'oubliez pas d'informer le consulat de tout changement de vos coordonnées.

Gardez avec vous certains documents

- Ayez sur vous la liste des numéros de téléphone d'urgence du consulat, des médecins (voir la liste des médecins parlant français sur le site de l'ambassade de France) et des hôpitaux de référence ainsi que des copies de vos papiers d'identité, assurances médicales, etc.
- Il est judicieux de scanner et d'envoyer dans votre boîte mail personnelle tous ces documents pour une récupération rapide en tous lieux.
- Pensez à préparer un « sac d'urgence » pour pouvoir partir sans délai en cas de crise grave (notamment en zone sismique).

Bien choisir son logement

- Évitez les villas et choisissez de préférence un logement se situant au minimum au 3^e étage de l'immeuble. Dans le cas d'un rez-de-chaussée, 1^{er} ou 2^e étage, s'assurer de la présence de grilles au niveau des fenêtres et/ou d'un dispositif anti-intrusion.
- Vérifiez la qualité de la serrure (installation d'une porte trois points de préférence) et, si possible, demandez à faire changer la serrure de la porte d'entrée lors de votre installation.
- Privilégiez les quartiers calmes et réputés sûrs.
- Connaître les emplacements pour couper l'eau, le gaz, l'électricité.

➤ La sécurité durant votre séjour

Les risques les plus courants

- Les agressions mineures (vols à l'arraché de sacs ou de téléphones portables, vols de portefeuilles ou de passeports, vols de bijoux, vols par ruse...).
- Les agressions à la scopolamine, drogue versée dans une boisson ou sur de la nourriture, voire, selon certains témoignages, susceptible d'être soufflée au visage d'un passant.
- Les attaques à main armée (par exemple aux feux rouges).
- Les « enlèvements express » (le temps d'effectuer des retraits aux guichets automatiques).
- Les agressions sexuelles.

Pour les éviter, il convient d'observer les règles de prudence élémentaires suivantes :

- Restez attentifs à vos fréquentations : le fait de se trouver dans un pays étranger, de ne plus avoir ses repères traditionnels peut parfois conduire à se mettre en danger par méconnaissance ou imprudence.
- Respectez la législation locale. L'usage de produits stupéfiants est strictement interdit.
- D'une manière générale, respectez les usages particuliers aux différentes religions dans les lieux de culte. Dans les quartiers à caractère religieux marqué, il est recommandé de porter des vêtements « décents » et « couvrants ».
- Même dans les quartiers résidentiels, évitez de vous promener seul à pied la nuit hors des endroits très fréquentés, évitez les ruelles peu ou pas éclairées et assurez-vous de n'être pas suivi.
- Ne pas se promener avec une tenue trop ostentatoire, des bijoux apparents ou un appareil photo, ne pas retirer d'argent dans un distributeur automatique de nuit, qui ne soit pas dans un centre commercial ou dans un endroit public très fréquenté.
- Prendre sur soi une pièce d'identité (ou copie) et une somme d'argent.
- Au niveau informatique, pensez à protéger l'accès à vos équipements par des codes offrant des garanties de sécurité suffisantes, à ne pas utiliser les options de mémorisation de vos divers codes d'accès, à ne pas communiquer ces derniers (même à des proches), et à procéder régulièrement à leur changement.
- Évitez le stationnement dans un endroit qui n'est pas gardé. Il vaut mieux regarder autour de votre véhicule avant d'en sortir ou d'y monter.
- Si vous êtes à pied, évitez de marcher en bordure des voies routières ; vous pouvez être victime d'un vol à l'arraché (téléphone portable, sac-à-main...).
- Si vous souhaitez pratiquer les rites liés à votre confession religieuse, choisissez votre lieu de culte avec discernement, en privilégiant celui qui vous paraît offrir la meilleure sécurisation. Attention, à l'occasion de certaines fêtes religieuses des actions ciblées peuvent se produire sur certains lieux de culte.
- Si quelqu'un vous suit manifestement et que vous vous sentez menacé, dirigez-vous vers un centre commercial, un poste de police ou un lieu très fréquenté ; n'empruntez pas (surtout de nuit) des petites traverses ou des raccourcis que vous connaissez pour rentrer plus rapidement chez vous.

➤ La sécurité durant vos déplacements

- Choisissez de préférence les voies aériennes.
- Si vous possédez un véhicule, en raison des conditions locales du trafic routier et de l'état parfois précaire du réseau, respectez scrupuleusement le code de la route. Roulez prudemment et à vitesse modérée.
- Dans la mesure du possible évitez de circuler la nuit.
- Ayez toujours sur vous les papiers du véhicule, d'assurance, votre permis de conduire ainsi que votre carte d'immatriculé à l'ambassade (si vous résidez plus de six mois dans le pays).
- Durant les trajets, verrouillez les portes et fenêtre.
- En cas de barrage routier, arrêtez-vous et laissez-vous contrôler.

Sites internet de référence

Ministère des Affaires étrangères et du Développement international : <http://www.diplomatie.gouv.fr/>

Fiches Conseils aux voyageurs <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs>

Fiches-pays <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/> Base

Ariane <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/fildariane/dyn/public/login.html> Connaissance de

l'enseignement supérieur (fiches de la base « Curie ») :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/cooperation-educative/>

Sites des ambassades et consulats français mentionnés dans la Fiche-pays

Caisse des Français de l'Etranger pour assurance complémentaire : <http://www.cfe.fr/>

Protection sociale à l'international <http://www.cleiss.fr/>

Stages Erasmus+

Le programme Erasmus+ est un programme communautaire qui rassemble 33 pays participants. Les étudiants peuvent partir en stage dès la 1^{ère} année d'études supérieure pour une durée de 2 à 12 mois. Ce programme intègre à la fois des mobilités via un stage ou des mobilités pour études : les étudiants bénéficient d'un forfait de 12 mois de mobilités études et/ou stages par cycle d'étude (Licence, Master, Doctorat), excepté pour des cycles uniques qui disposent d'un forfait de 24 mois de mobilité, comme par exemple certains titres d'ingénieur.

Le dispositif des stages ERASMUS+ peut permettre à des étudiant de faire un stage en Europe post diplômes.

Sites à consulter régulièrement sur le programme Erasmus

Etudiants Informations : [génération Erasmus+](#) ; Offres de stages : plate-forme [Erasmusintern](#)

Etablissements Gestion du programme, porteurs de projets : [plate-forme Penelope+](#)

Organisation des stages en Europe : [guide des stages Euroguidance](#)

Nota : pour un organisme d'accueil français qui souhaite accueillir un stagiaire étranger, il est utile de se rapprocher des établissements d'enseignement français pour proposer une offre de stage à l'attention de leurs partenaires institutionnels européens. Pour rappel, la législation nationale en vigueur relative à l'encadrement des stages s'applique également pour l'accueil des étudiants étrangers.

Site à consulter

Organismes d'accueil Offres de stages et profils d'étudiants étrangers : plate-forme [Erasmusintern](#)

Stages sur programmes ou bourses

Vous pouvez effectuer des stages dans le cadre d'appel à candidatures ou de programmes spécifiques. (Exemple : Indian Council for Cultural Relations, agence universitaire de la francophonie, ...).

Il vous appartient de bien vérifier les conditions de déroulement des stages effectués dans ce cadre avant le départ.

Stages dans des organisations internationales

Les organisations internationales accueillent régulièrement des stagiaires sur des domaines de compétences très variés (RH, statistiques, affaires politiques, environnement, etc.) aussi bien dans leurs sièges qu'au sein de leurs bureaux terrains.

La Délégation aux Fonctionnaires internationaux (DFI) du Ministère des affaires étrangères et du développement international a mis au point une page internet détaillant les offres de stages destinées aux étudiants. Via sa lettre d'information électronique, la DFI signale régulièrement des offres de stages en organisation internationale.

Site à consulter <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/emplois-stages-concours/travailler-dans-les-organisations-internationales/les-jeunes-en-oi-emplois-et-stages/les-stages-en-organisation-internationale-oi/>

Stages dans des ONG

Une expérience de stagiaire au sein d'une ONG peut présenter de nombreux atouts en termes d'acquisition de compétences nouvelles et de connaissance de secteurs d'activités variés et dynamiques.

Les références des sites internet ci-dessous permettent d'accéder à des listes d'ONG qui pourront le cas échéant être contactées.

Site à consulter

<http://www.universalis.fr/encyclopedie/organisations-non-gouvernementales/2-typologie-et-fonctions-des-o-n-g/>
http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ERI/pdf/Liste_ONG_partenaires_officiels_UNESCO.pdf
<http://www.cooperationinternationalegeneve.ch/fr/categories/non-governmental-organizations>
http://www.genevainternational.org/pages/fr/87;Organisations_Non_Gouvernement
<http://www.portail-humanitaire.org/annuaire/pays/?map=world>
<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?carId=330&langId=fr>
<http://www.ulb.ac.be/ceese/OCDE/ocdeindx.htm>
<http://www.ambafrance-pe.org/Les-Organisations-Non>
<http://www.oecd.org/fr/investissement/stats/31742485.pdf>

Internship agreement

Academic year:

Note: to facilitate reading of the document, the words "intern", "referent teacher", "internship advisor", "legal representative" and "student", are spelt in their masculine forms.

INSTITUTE OF HIGHER EDUCATION

Name: **Sorbonne Université**
Address (registered offices): 21 rue de l'École de Médecine,
75006 Paris

Represented by: **Nathalie DRACH-TEMAM** President
of Sorbonne University

Name of the agreement signatory:

Capacity of the signatory:



:

E-mail :

Department/Service/UFR (Training & Research Unit):



:

E-mail :

Address (if different from registered offices):

SIRET No.: 130 023 285 00011

Category: **Public Institution of a Scientific, Cultural
and Professional Nature [EPSCP]**

HOST ORGANISATION

Name:

Address (registered offices):

Country:

Represented by :

Capacity of the representative:

Name of the agreement signatory:

Capacity of the signatory:



:

E-mail:

Department/Service (in which the internship will be carried out):

Location of the internship:

Address (if different from registered offices)

SIRET no. (Registration no.):

Category:

☐ Large company
(> 5,000 employees)

☐ Mid-cap company (>250 & < 5000
employees)

☐ Small to mid-sized company (20 -
249 employees)

☐ SOHO (0 -19 employees)

☐ Public body

☐ Voluntary sector

☐ Independent doctor's surgery

☐ Healthcare centre

☐ Other:

THE INTERN

Student card no.:

Surname:

First name:

Gender: ☐ F ☐ M

DOB:

Nationality:

Address:



:

E-mail:

Name of the course or curriculum followed at the institute of higher education (specify the distinction as well as the course):

Level:

Annual hourly volume of teaching:

Type of internship: ☐ EU Obligatory ☐ EU Optional (or facultative) ☐ Gap year

EU code and label:

In application of the public health code notably articles L. 3131-1 et seq;

In application of the education code notably articles L. 124-1 to L. 124-20, L. 612-11 and D. 124-1 to D. 124-9 ; D714-21 et seq.

In application of the Social Security code and notably articles L. 242-4-1, L. 412-8 and D. 242-2-1;

In application of the labour code notably articles L. 1221-13 and D. 1221-23 et seq.;

In application of decree No. 2020-1257 of 14 October 2020 which established the public health state of emergency

In application of the National Protocol in force on the date of signature of the agreement

In application of the internal regulations relating to internships at the Sorbonne University approved by the Board of Directors on 20 June 2019

Prerequisite:

Internships abroad:

In view of the exceptional circumstances due to the Covid-19 pandemic, the parties hereby agree that they have first checked that:

- If the internship takes place under face-to-face teaching conditions (classroom), it is strongly recommended that the intern takes out specific repatriation insurance for the return trip in the event of a lockdown or other circumstances making it impossible to continue the internship.
- The responsibilities or tasks entrusted to the intern are suitable for work under face-to-face teaching conditions and/or remote work and that the intern has proper equipment.

Mentors check that the parties are able to use appropriate communication tools.

The internship can only take place under face-to-face teaching conditions (classrooms) if all health and safety provisions introduced by the internship provider are strictly observed.

It is hereby understood that in the event of a lockdown, the internship will automatically revert to a remote internship or will be terminated via an addendum if a remote internship is not possible, in addition to the conditions for repatriation.

By signing this agreement, the intern hereby agrees, prior to departure, to register on the [ARIANE](#) portal and to have completed all administrative formalities with the establishment's security and defense officer.

Any interns who are infected with Covid-19 during their internship must adhere to the national recommendations of the destination country, particularly in terms of quarantine. The educational establishment cannot be held responsible for repatriating the intern.

If you are infected with Covid-19, please consult the information on the following website: <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>

Emergency contact (other than the intern):

For further information:

Contact the Internship Provider's preventative health services:

SUMPSS contact: 01 40 51 10 00 or <https://santetudiant.com/>

LEAVE AND AUTHORISED ABSENCE

Terms of leave and authorised absence during the period of internship:

HEALTHCARE INSURANCE OFFICE TO BE CONTACTED IN THE EVENT OF AN ACCIDENT

Internship without stipend or a stipend that does not exceed 15% of healthcare insurance cap:

Healthcare office [CPAM] Paris
75948 Paris cedex 19

Internship where the stipend exceeds 15% of healthcare insurance cap (provide the healthcare insurance [CPAM] address for the intern's place of residence)

SOCIAL SECURITY PROVIDED BY THE HOST ORGANISATION (within the framework of internship abroad)

- ☐ Healthcare insurance is a part of the continuity, when abroad, of rights under French law
- ☐ Healthcare insurance is derived exclusively from the continuity, when abroad, of rights under the French student regimen

Item 1 - Purpose of the agreement

This agreement governs the relationships of the host organisation with the institute of education and the intern.

Item 2 - Purpose of the internship

The internship consists of a temporary period during which the intern evolves in a professional environment where he may acquire professional skills and implement the knowledge and skills acquired during training, with the aim of obtaining a qualification or a certification and to favour their professional integration. Over the course of the internship, the intern will be assigned one or more tasks that correspond to the pedagogical project defined by their institute of education; they are approved by the host organisation and by their institute of education. It is hereby reminded that the assignment, to the intern, of tasks that may be dangerous for their health or safety is forbidden. The host organisation must make mention in the agreement of any risks related to the exposure or the manipulation of dangerous substances or radiation. According to the type of exposure, the intern will provide a vaccination certificate and a medical certificate, stating there are no known contraindications.

Item 3 - Hosting and supervision of the intern

For the duration of the internship, the intern conserves their student status. They are supervised by the referent teacher, designated herein, and by the service or the department responsible for internships. The referent teacher is a member of the educational team for the student's training course. They validate the tasks assigned to the intern in relation to the objectives of the training course or of the student's project.

The internship advisor, designated by the host organisation, is responsible for the monitoring of the intern and for optimising the internship's conditions of application in compliance with the predefined pedagogical requirements.

The referent teacher and the advisor are the guarantors of compliance with the internship agreement's specified pedagogical provisions. Whenever necessary, the intern is authorised to return to their institute of education during the internship period to take part in lessons, participate in meetings and sit exams. The relevant dates will be brought to the attention of the host organisation by the institute of education. The host organisation authorises the intern to make trips.

For all trips, the intern must obtain prior authorisation from the host organisation, which shall be communicated to the institute of education. Trips abroad are subject to a security procedure within the institute of education that may, as necessary, require the opinion of their Defence and Security Official. Students carrying out their internship abroad are advised to register with the registry of French citizens abroad and to request a consular card. Registration with the site Ariane is also required.

Any difficulties encountered in the execution of the internship, whether observed by the intern themselves or by the internship advisor, must be reported immediately to the referent teacher and the institute of education in order that they be resolved as quickly as possible.

No costs will be assumed for the internship advisor (or any other member of the host organisation) who visits the institute of education for the purposes of preparation, execution or validation of the internship.

Item 4 - Duration of the internship

The duration of an internship carried out by the same intern, within the same host organisation, cannot exceed six months per academic year. This duration is ascertained in consideration of the elements of this internship agreement and any potential amendments thereto. It is calculated based on the actual attendance time of the intern at the host organisation. Every period of at least 7 hours attendance, consecutive or not, is considered as being equivalent to one day and every period of at least twenty-two days attendance, consecutive or not, is considered as being equivalent to one month. Days of leave and authorised absence in the event of pregnancy, paternity or adoption, as well as leave and authorised absence provided for herein, are to be included in the total duration of the internship, although they will not represent actual attendance of the intern for the basis of calculating the stipend as provided for under item 5 or the pedagogical validation of the internship.

Item 5 - Stipend and other benefits granted

5.1 In France, when the duration of an internship exceeds, consecutively or not, over the course of the same academic year: forty-four days, two months or three hundred and eight hours, an obligatory must be paid to the intern, except in the event of specific rules, applicable in certain French overseas collectivities and for internships that fall within the scope of article L.4381-1 of the French Public Health Code. In monthly instalments, the stipend is owed as of the first day of the first month of internship and is pro-rated in relation to the intern's actual attendance as defined under item 4; in this case, days of leave and authorised absence in the event of pregnancy, paternity or adoption, as well as leave and authorised absence provided for herein, are not taken into account for the calculation of the stipend due.

In the absence of a branch agreement, or an extended professional accord, stipulating a higher rate, the amount for the stipend for an intern is fixed at 15% of the social security's hourly cap, defined by application under article L.241-3 of the French Social Security Code, and without prejudice to the

reimbursement of expenses paid out by the intern for the execution of their internship or the benefits offered, where applicable, for meals, accommodation and transport.

The stipend due by a public authority cannot be cumulated with remuneration paid by that same authority over the course of the period in question. The host organisation may also decide to pay a stipend for internships whose duration is less or equal to two months.

The amount of the social security cap may be changed over the course of the internship, in view of revisions that may be applied on a national scale (French Code of Education, Social Security Code).

5.2. Special provisions for medical auxiliaries: Pursuant to article L.4381-1 of the French Public Health Code, medical auxiliaries contribute to the public service mission relative to the initial training of medical auxiliary students and pupils. In view of this, they may host, for internships with an educational purpose requiring their constant presence, students and pupils in training as medical auxiliaries. The execution of these internships will not, in purpose or in effect, increase the paid activity of these practitioners. Interns may benefit from compensation for constraints related to the fulfilment of their internships, to the exclusion of any other form of remuneration or stipend under the terms of article L.124-6 of the French Code of Education.

Medical auxiliaries are healthcare professionals who fall under the headings Ier to VII of book 3 of the French Public Health Code. Thus concerning:

- Heading Ier: Profession of **nurse**
- Heading II: Professions of **masseur-physiotherapist** and of **chiroprapist-podiatrist**
- Heading III: Professions of **occupational therapist** and of **psycho-motor therapist**
- Heading IV: Professions of **speech therapist** and of **orthoptist**
- Heading V: Professions of **medical electro-radiology operator** and of **medical laboratory technician**
- Heading VI: Professions of **audio-prothesist**, of **optician**, of **prothesist** and of **orthotist** for the equipping of disabled persons.
- Heading VII: Profession of **dietician**

5.3. Access to employee rights - benefits: With the exception of specific rules applicable in some French overseas collectivities, the intern benefits from the protection and rights mentioned under articles L.1121-1, L.1152-1 and L.1153-1 of the French Labour Code, subject to the same conditions as employees and, as with the latter, also has access to the company restaurant or to meal-vouchers provided for under article L.3262-1 of the French Labour Code as well as to social and cultural activities mentioned under article L.2323-83 of that same Code. he also benefits from the cover of transport costs provided for under article L.3261-2 of the Code.

5.4. Access to officers' rights - benefits: With the exception of specific rules applicable in some French overseas collectivities, the cost of travel by interns at a public authority, to and from their home and their place of internship, are covered under the terms set-out by the decree no.2010-676 of 21 June 2010; temporary assignments, carried out within this framework, are also covered for transport costs, according to the provisions of decree no.2006-781 of 3 July 2006.

Item 6 - Social security and accidents at work

For the duration of the internship, the intern remains affiliated to their previous social security regime. he benefits from the legislation concerning accidents at work or during transport, in application of article L.412-8 of the French Code of Social Security, both for accidents that occur at the host organisation and for journeys made for the purposes of the internship, in France or abroad.

Should the social security regime so require, they will be notified in advance of any internships to be carried out abroad.

The arrangements for assuming any eventual costs depend upon several factors, in particular the amount of the stipend allocated to the intern, the nationality of the host organisation and the country in which the internship is carried out.

6.1. A stipend less than or equal to 15% of the social security's hourly cap

In this case, the stipend is not subject to social contributions and the student benefits from the legislation concerning accidents at work under article L.412-8 §2 of the French Code of Social Security, student regime.

In the event that the intern should have an accident, either during the course of his activities within the organisation, or during a journey to or from, or at one of the places necessary for the purposes of the internship and for medical, dental surgery or pharmacy students who do not possess hospital status during the internship carried out under the terms provided for at §2-b under article L.412-8 of the French Code of Social Security, if the stipend is less than or equal to 15% of the social security's hourly cap, the host organisation must inform the institute of education of the accident within 24 hours, who will, in their capacity as the student's employer, make the declaration, pursuant to 'I' under article R.411-2 (C) of the French Code of Social Security. In addition, the institute of education will ensure that the host organisation receives a copy of the declaration of accident at work sent to the relevant healthcare insurance office.

6.2. A stipend exceeding 15% of the social security's hourly cap

Social contributions are calculated on the difference between the amount of the stipend and 15% of the social security's hourly cap, and the intern benefits from legal cover in application of the provisions under articles L.411-1 et seq. of the French Code of Social Security.

The host organisation undertakes to fulfil all the necessary formalities in order that the intern be covered in terms of risk "accidents at work and professional illness" [ATMP] and in particular the affiliation and payment of contributions. In the event that the intern should have an accident either during the course of his activities within the organisation, or during a journey to or from, or at one of the places necessary for the purposes of the internship, the host organisation will carry out all the necessary formalities with the healthcare insurance office and notify the institute of education without undue delay.

6.3. Healthcare coverage of the intern abroad

When the internship takes place abroad, should an accident occur at the host organisation, it is the latter's responsibility to alert the institute of education as quickly as possible and to comply with the provisions of item 6.4.

Coverage from French student regime

- For internships within the European Economic Area (EEA), carried out by student-nationals from one of the European Union member countries, the student must request the European Healthcare Insurance Card [CEAM]
- For internships to be carried out in Quebec by students of French nationality, the student should request the form SE401Q (104 for internships, 106 for inter-university exchanges);
- In all other events, students that incur healthcare costs may be reimbursed by the mutual healthcare insurance policy which covers them for such costs upon their return and presentation of justifying documents: refunds will then be made on the basis of French healthcare tariffs.

Coverage from host organisation

The host organisation indicates on page 3 of this agreement whether or not they intend to provide healthcare insurance for the intern by virtue of local law.

6.4. Coverage for accidents at work of the intern abroad

- 1) In order to benefit from French legislation concerning coverage for accidents at work, the internship must:
 - Be of a duration of 6 months at the most, including prolongations;
 - Not involve any remuneration likely to grant entitlement to insurance for accidents at work in the host country; compensation or a stipend is allowed within the limit of 15% of the security social's hourly cap (see item 5), and subject to the consent of the Healthcare Insurance Office [CPAM] regarding the request for the maintaining of rights;
 - Take place exclusively at the organisation, signatory of this agreement;
 - Take place exclusively in the host country mentioned.
 - When these conditions are not fulfilled, the host organisation undertakes to make the necessary social contributions to ensure coverage of the intern and to carry out the relevant formalities in the event of an accident at work.
- 2) The declaration of accidents at work is the responsibility of the institute of education who must be informed by the host organisation in writing within 48 hours of the occurrence.
- 3) Coverage concerns accidents that occur:
 - At the place of internship and during the hours of internship;
 - During the usual journey to and from the intern's place of residence abroad and the location of the internship;
 - Within the framework of a mission assigned by the intern's host organisation and obligatorily by mission order;
 - During the first journey from their home to their place of residence abroad for the purposes of the internship (journey at the date of the start of internship);
 - During the last return journey from their place of residence abroad to their own home.
- 4) In the event that only one of the conditions provided for under item 6.4-1 is not fulfilled, the host organisation undertakes to cover the intern against the risk of accidents at work, of travel and of professional illnesses and to ensure all the necessary formalities.
- 5) In all events:
 - If the intern is victim to an accident at work during the internship, it is imperative that the host organisation immediately inform the institute of education of the accident;
 - Should the intern carry out limited assignments outside the host organisation or outside the country of internship, the host organisation must take all the necessary measures in order to provide the intern with appropriate coverage and must have informed the institute of education, pursuant to the provisions of item 3 herein.

Item 7 - Liability and insurance

The host organisation declares itself guarantor in terms of civil liability. The intern is required to take out an insurance policy covering "civil liability" risks for the entire duration of the internship. When required, they will provide the relevant services of the institute of education with a certificate to that effect. For internships to be carried out abroad or overseas, the intern undertakes to take out an assistance contract (repatriation on health grounds, legal assistance...) and an accident insurance policy.

Should the host organisation provide the intern with a vehicle, it is the former's responsibility to first ensure that the vehicle's insurance policy covers its use by the intern. If, within the framework of their internship, the intern uses their own vehicle or a vehicle lent to them by a third-party, they must expressly declare this to the vehicle's insurer and, if necessary, pay the associated premium.

Item 8 - Discipline

The intern is subject to the discipline and clauses of the host organisation's in-house rules, which are applicable to them and brought to their attention at the beginning of the internship, particularly: working hours, health and safety rules in effect. Any disciplinary sanctions may only be decided upon by the institute of education. In this event, the host organisation informs the referent teacher and the institute of education of the failings and provides them with tangible proof. In the event of severe disciplinary misconduct, the host organisation reserves the right to terminate the internship while complying with the provisions set-out under item 10 hereinafter.

Item 9 – Leave and authorised absence

In France (with the exception of specific rules applicable in some French overseas collectivities or in public authorities), in the event of pregnancy, paternity or adoption, the intern benefits from leave and authorised absence for a period equivalent to that which is provided for employees under articles L.1225-6 to L.1225-8, L.1225-35, L.1225-37, L.1225-46 of the French Labour Code.

For internships whose duration exceeds two months but remains within the limit of the maximum period of 6 months, leave and authorised absence is possible. For all other temporary interruptions of internship (illness, unjustified absence...) the situation is brought to the attention of the institute of education by the host organisation by letter or by e-mail.

Item 10 - Premature interruption of internship

In the event that the host organisation or the intern wishes to terminate the internship in advance, the institute of education must be informed in writing. If the execution of the internship is not compliant with the commitments made by the host organisation, the President of the institute of education may decide to end the internship by opposing the agreement. They will give prior notification to the host organisation's representative who will acknowledge receipt of this information. In all events, the reasons invoked will be examined in close consultation. The final decision to end the internship will not be made until this consultation phase has taken place.

The premature interruption of an internship leads to implementation by the institution of alternative means of validation, or a deferral of internship via amendment, in order to enable the realisation of the internship's full period as initially planned (implying the same tasks, host organisation and skills to be acquired).

If the actual duration of the internship is inferior to the duration intended in the curriculum, the course's validation may be contingent upon the realisation of a new internship during the academic year in progress or the following academic year, depending on the academic calendar and the internship rules in effect, specific to the training course in question.

The amount of the stipend due to the intern should the internship be interrupted will be pro-rated in relation to the intern's actual attendance as defined under item 5.

Item 11 - Reserved right and confidentiality

Absolute confidentiality must be observed at all times. Interns undertake not to use information collected during the internship under any circumstances, including in their internship report, without the prior consent of the host organisation. This undertaking is valid not only for the duration of the internship period but also after its expiry. The intern undertakes not to conserve, remove or copy any document or software, of any kind whatsoever, belonging to the host organisation, without the latter's consent.

Given the confidential nature of information contained in the internship report, the host organisation may request that the diffusion of the report be restricted, or even request the withdrawal of certain confidential content. Individuals coming into such knowledge are bound by professional secrecy not to use nor to disclose information found in the report.

Item 12 - Intellectual property

Pursuant to the French Code of Intellectual Property, should the intern's activities give rise to the creation of a work protected by copyright or by industrial property (including software), and the host organisation wishes to use this work with the given consent of the intern, a contract will be drawn up and signed between the intern (author) and the host organisation. Any use of the work without the authorisation of its author constitutes a counterfeiting offence, punished under the provisions of article L.335-2 of the French Code of Intellectual Property. The contract signed between the host organisation and the intern should specify the extent of rights conceded, any eventual exclusivity, the purpose, the supports used and the duration of the concession, as well as, if relevant, the amount of compensation due to the intern in view of the transfer. This clause applies regardless of the host organisation's status.

Item 13 - End of internship and assessments

At the end of the internship,

- The host organisation will provide a certificate that allows the intern to request possible entitlement to the pension contribution system, provided for under article L.351-71 of the French Code of Social Security; it also fills out an assessment form concerning the intern's activity that is returned to the referent teacher.
- The Parties involved in the present agreement are invited to formulate an appraisal on the quality of the internship;
- The intern will assess the quality of arrangements organised by the host organisation to receive and support them during their internship. To do so they will communicate a document that will not be taken into consideration in the assessment or the obtaining of the qualification or certification.

Item 14 - Applicable law

This agreement is exclusively governed by French law. Any dispute not resolved through amicable terms will be subject to the competent French jurisdiction, whether the internship takes place in France or abroad.

Given the confidential nature of information contained in the internship report, the host organisation may request that the diffusion of the report be restricted, or even request the withdrawal of certain confidential content.

For the Host Organisation Name and signature of the representative, Stamp	The Internship Advisor (at the host organisation) Name and signature
The Intern (or their legal representative if required) Name and signature	Intern's Referent Teacher Name and signature
Stamp of For the Institute of Higher Education Sorbonne Université Faculté des Sciences et Ingénierie Département du Master de Mathématiques et Applications Campus Pierre et Marie Curie Tour 14-15 - 2^{ème} étage Case Courrier 202 - 4 place Jussieu 75252 Paris Cedex 05	For the Institute of Higher Education Name and signature of the institute's representative Signed at _____, on _____

Certificate of Completion of Internship

(To be handed over to the intern at the end of the course)



THE INTERNSHIP PROVIDER

Name:

Address:

Represented by (name of the signatory of the certificate):

Title of the representative:



Email:

STAMP OF THE INTERNSHIP PROVIDER

Certifies that

THE STUDENT INTERN

Name:

First name:

Date of birth:

Address:



:

Email:

Studying:

At (Name of educational institution):

has completed an internship planned as part of his/her studies

DURATION OF INTERNSHIP:

- START AND END DATES OF THE INTERNSHIP: FROM TO
- Representing a total duration of days

The total duration of the internship is assessed taking into consideration the actual presence of the intern at the organisation, subject to the rights to leave and permitted absences provided for in Article L.124-18 of the Education Code. Each period at least equal to 7 consecutive or non-consecutive hours of attendance is considered equivalent to one internship day and each period at least equal to 22 days of consecutive or non-consecutive attendance is considered equivalent to one month.

ALLOWANCE AMOUNT PAID TO THE INTERN

The intern received an internship allowance with a total amount of €

Done at:

on:

(Name and signature of the representative of the internship provider)

The certificate of completion of the internship is essential for consideration of the internship in pension entitlements, subject to the payment of a contribution. The legislation on pensions (Law No. 2014-40 of 20 January 2014) entitles students who received an internship allowance the opportunity to validate it within a period of two quarters, subject to the payment of a contribution. The request must be made by the student within two years following the end of the internship and upon presentation of the certificate of completion of internship mentioning the total duration of the internship and the total amount of the allowance received. The specific information on the contribution to be paid and the procedure to be followed is to be requested from social security (social security code, Art L.351-17 - Education Code art. D.124.9)